

Intervention de Gilles Fournel,

Secrétaire Général de l'Union départementale des Syndicats CGT de Vaucluse,

le 20 juin 2006 devant la Préfecture,

contre la privatisation et la fusion de GDF avec SUEZ

Chers camarades, chers amis

Depuis l'annonce surprise par Dominique de Villepin de sa volonté de fusionner Suez et Gaz de France le 25 février, gouvernement et dirigeants des deux groupes s'acharnent dans leur communication sans pour autant envisager de véritable concertation avec les syndicats.

La propagande outrancière pour tenter de rassurer le personnel est à la hauteur de la dégradation considérable de son environnement de travail.

Mais plus grave, Ce projet de loi, s'il aboutissait, compromettrait gravement l'avenir énergétique de notre pays, et nuirait à l'ensemble des services publics.

Car la mise en concurrence n'entraîne pas la baisse des prix ;

Elle remet en cause l'égalité des tarifs sur l'ensemble du territoire, elle contribue à affaiblir l'ensemble des services publics, et surtout ne permet pas de développer une politique industrielle ambitieuse, enfin elle s'attaque aux statuts des personnels de l'entreprise.

Ce projet dépasse le cadre d'un conflit entre salariés d'EDF GDF et gouvernement , c'est de l'avenir du pays dont il est question, c'est une attaque portée sur le fait même de bénéficier de l'énergie dans de bonnes conditions pour l'usager comme pour les entreprises publiques ou privées.

C'est une attaque sans précédent sur un élément et besoin fondamental vital qu'est l'énergie.

Le gouvernement désire franchir une nouvelle étape dans l'abandon de la maîtrise publique de la politique énergétique. Après le changement de statut d'EDF et de GDF en août 2004, l'ouverture de leur capital en 2005, le premier ministre souhaite maintenant fusionner Gaz de France et Suez et achever l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz prévue au 1er juillet 2007

C'est Un nouveau bras de fer qui s'avère d'ailleurs plus difficile que prévu pour l gouvernement.

C'est dans ce sens que la CGT continue le combat et a appelé à une nouvelle journée d'action unitaire avec FO, la CGC et même la CFDT ce 20 juin dans l'entreprise, mais aussi plus largement d'une manière interprofessionnelle car elle désire élargir la mobilisation pour donner l'occasion à tous ceux qui désirent défendre les services publics et en particulier celui de l'énergie de se rassembler ce soir devant la préfecture. Car à présent pour gagner il est impératif de porter le débat partout dès aujourd'hui

sans attendre septembre ou décembre. Et cette journée d'action du 20 nous rend des plus optimistes, car en grande majorité les usagers et parmi eux les plus modestes, s'oppose à cette fusion, car ils ont bien compris que cette mesure pourrait servir de modèle pour la privatisation des autres services publics, déjà attaqués comme la Poste, la SNCF, ou encore la fonction publique d'état, encore confirmé après l'annonce de la suppression de 15000 Fonctionnaires.

Dans la période les usagers, en particulier dans ce département, n'ont pas envie de confié au privé des services qu'ils considèrent comme répondant à des besoins fondamentaux. Leur pouvoir d'achat déjà précaire ne résisterait pas à l'appétit financier d'actionnaires toujours plus avides de dividendes. Il se verraient une fois de plus contraint de passer au tiroir caisse sans garantie sur les services rendus.

C'est pour cela que La CGT propose des mesures pour améliorer et développer les services publics et s'oppose à toutes privatisation rampante ou arbitraire comme à GDF qui handicaperait l'économie nationale et l'emploi à long terme.

Devant cette tentative de « passage en force » pour GDF , le premier ministre doit compter avec l'hostilité des syndicats, faire face aux réticences de plus en plus exprimées au sein de la population et même au sein de son propre camp. L'idée de revenir sur l'engagement de ne pas descendre la participation de l'État au-dessous de 70 0;0 dans Gaz de France n'enchanté plus personne. Les conséquences des choix passés tant en termes de privatisation que d'ouverture du marché suscitent un débat de plus en plus large dans la société, en particulier sur le bien-fondé de la politique énergétique poursuivie par le gouvernement .

L'argument d'empêcher par cette opération l'OPA d'ENEL sur Suez ne tient plus : l'électricien italien a renoncé à cette prise de contrôle, au profit d'une « solution négociée ». Outre le cadeau ainsi fait d'une entreprise florissante aux actionnaires de Suez, cette opération inquiète par ses conséquences, jusque dans les rangs de la majorité. Pour les députés de l'UMP et de l'UDF. Ce n'est pas tant la volonté de sauvegarder le service public de l'énergie qui compte mais plutôt la peur d'engager, après le CPE, un nouveau bras de fer qui pourrait s'avérer électoralement destructeur .

Le projet de fusion de Gaz de France avec Suez apparaît de plus en plus pour ce qu'il est: une privatisation du gazier national. Les Députés y compris ceux du VAUCLUSE devront justifier devant leurs électeurs leur vote à l'assemblée. En tout état de cause La CGT leur demande de s'opposer à cette fusion.

Enfin, alors que le prix du gaz flambe en raison de son indexation sur celui du pétrole et de l'ouverture à la concurrence, l'abandon de l'outil privilégié de la sécurité d'approvisionnement du pays en gaz effraie les industriels.

Cet abandon au privé, et l'exigence des actionnaires qui s'ensuivra, ne peut qu'amplifier le mouvement vertigineux de hausse des prix du gaz. Quant aux usagers, déjà durement frappés par la hausse des prix, la proposition de Dominique de Villepin d'«instaurer un tarif social du gaz » apparaît comme de la poudre aux yeux. Enfin, le projet de fusion met en péril la sécurité d'approvisionnement du pays alors que, le gaz est amené à prendre une place de plus en plus

importante dans la consommation des ménages compte tenu du prix exorbitant du pétrole.

C'est donc un énorme gâchis financier qui se prépare

Malgré tout Dominique de Villepin affiche sa détermination à avancer vers l'ouverture du marché du gaz et de l'électricité aux particuliers, programmée au 1er juillet 2007.

Imposée par la Commission européenne, la libéralisation du gaz et de l'électricité est mise en oeuvre progressivement depuis 1998 et cela contrairement aux engagements pris tant par l'Union européenne que par le gouvernement .

Depuis aucun bilan d'étape n'a été réalisé. Or, cette ouverture aux marchés s'est jusqu'à présent traduite par une augmentation sans précédent des prix. Plus 48% pour l'électricité et plus 30% pour le gaz. Outre les conséquences catastrophiques sur l'économie et l'emploi.

Le niveau de l'action aujourd'hui à l'appel de la CGT, et celui des semaines et des mois à venir déterminera la poursuite ou non de la politique d'abandon de la maîtrise publique par l'état, ô combien important, pour l'avenir économique et social du pays.

Ensemble, nous pouvons empêcher la privatisation du service public du gaz et mettre un coup d'arrêt au processus de privatisation des services publics.

La Cgt appelle tous les salariés et les usagers à continuer à s'exprimer, et porter leurs exigences pour des services publics avec

Un droit d'accès garanti pour tous

Des prix égaux sur tout le territoire ;

Un haut niveau de qualité de desserte et de sécurité.

Ce qui impose la pleine maîtrise publique.

Tous ensemble contre la fusion GDF SUEZ

Tous ensemble pour développer l'ensemble des services publics Tous ensemble pour un véritable service public de l'énergie.
